

ment recommandé d'adopter immédiatement la taxe sur les produits et services, afin qu'elles puissent continuer à créer des emplois et à accroître les richesses de notre pays. Grâce à la taxe sur les produits et services, elles seront mieux en mesure de poursuivre leurs activités tant au pays qu'à l'étranger. Voilà à quoi servira la TPS, à nous rendre plus compétitifs et à créer des emplois. Adoptons-la.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, d'abord Margaret Thatcher, ensuite Brian Mulroney.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. Langdon: Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Plusieurs ministères ont confirmé qu'ils doivent couper leurs dépenses. D'après le gouvernement, ce serait à cause de frais additionnels, résultant de son intervention dans le Golfe. Ma question est celle-ci: Combien coûtent au Canada ses activités dans le Golfe? Le gouvernement doit dire toute la vérité sur cette question.

Une voix: Impossible!

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, j'ai toujours cherché à dire la vérité, tout comme le gouvernement; si le député acceptait de faire la même chose, nous nous entendrions beaucoup mieux. Je peux dire au député que la vérité sortira demain, lorsque le Président du Conseil du Trésor déposera le budget des dépenses supplémentaire.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, les Canadiens craignent que le gouvernement n'utilise la crise du Golfe comme prétexte pour effectuer des compressions qui nuiront aux habitants de toutes les régions. Comme le CTC l'a fait remarqué le gouvernement empochera. . .

Une voix: Le CTC?

M. Langdon: Oui, le CTC a dit que le gouvernement empochera au moins un milliard de dollars de plus par suite de la hausse du prix de l'essence attribuable à la crise du Golfe.

Questions orales

Je voudrais demander au gouvernement si, d'une part, il compte utiliser les recettes supplémentaires provenant de la hausse du prix de l'essence pour régler les dépenses reliées à notre présence dans le Golfe et si, d'autre part, il est disposé à faire en sorte que le vérificateur général nous fournisse une ventilation détaillée, le plus tôt possible, des dépenses réelles qu'entraîne cette intervention militaire dans le Golfe?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je serais beaucoup plus heureux si le député et son parti appuyaient les mesures que le gouvernement a prises pour favoriser la paix et la stabilité dans le monde.

Les mesures prises par le gouvernement soutiennent les hommes et les femmes qui représentent le peuple canadien dans le rôle qu'ils sont appelés à jouer. Le député et son parti devraient s'engager à appuyer les efforts que nous déployons en vue de fournir à ces hommes et à ces femmes le matériel et le soutien dont ils ont besoin, ces mêmes hommes et femmes qui servent le député et nous tous à la Chambre des communes, et tout le peuple canadien.

* * *

LE LOGEMENT

M. Mike Breagh (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au président du Conseil du Trésor.

Le ministre n'ignore pas que ce genre de rajustement budgétaire a des répercussions beaucoup plus près de nous. Beaucoup de gens craignent que le secteur du logement social et coopératif ne soit frappé de réductions. Au moment même où l'association des constructeurs de maisons du Grand Toronto rapporte un taux de chômage de 72 p. 100, soit plus de 55 000 chômeurs dans le seul secteur de la construction domiciliaire, ce qui suffirait amplement à remplir le Skydome, le ministre peut-il nous expliquer pourquoi il privilégie une telle approche budgétaire, même si elle entraîne la mise à pied de 55 000 travailleurs et prive des Canadiens d'une chance d'accéder à un logement convenable à prix abordable?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je crois que le député s'énerve au sujet de quelque chose qui deviendra clair demain. Je ne peux que lui répéter que je déposerai demain midi le Budget supplémentaire